



## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

**Séance du 14 novembre 2024**

L'an deux mille vingt-quatre et le quatorze novembre à dix-neuf heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la Commune d'AUBENAS, légalement convoqué, s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Jean-Yves MEYER, Maire.

**Présents** : MEYER Jean-Yves, LOYET André, GAILLARD Pascal, ROCHE Eliette, FAURE Cécile, CIVIER Stéphane, NGUYEN Isabelle, DAUMAS Jacques, DURIEU Joël, HADDAD Catherine, BOUSCHON Max, SAUGET Elisabeth, SOUBEYRAND Jacky, LEYNAUD Michel, BOYER Alain, TEYSSIER Nicolas, ROGIER Monique, JOLY Delphine, ROUX Patricia, VERMOREL Guillaume, PERRUSSET Benoît, SIMON Cloé, CAUQUIL Alexandra, CONSTANZO André, DELAUCHE André

**Excusés** : ESSAYAR Khalid (pouvoir à Max Bouschon), TASTEVIN Marie-Françoise (pouvoir à Cécile FAURE), VERNEDE Corinne (pouvoir à Alain Boyer), MARRON Corentin (pouvoir à Stéphane CIVIER), ARMAND Michel (pouvoir à Jacques Daumas), GUIBERT Alexandra (pouvoir à Guillaume Vermorel)

**Absente** : AMRANI Hasiba

**Secrétaire de séance** : Max BOUSCHON

**Date de la convocation** :

**Délibération n°12**

7 novembre 2024

**OBJET** : Acquisition foncière en vue de régulariser l'élargissement du chemin de Combe de Bouge

Transmis au représentant  
de l'Etat le : 18 NOV. 2024  
Affiché le :  
Notifié le : 18 NOV. 2024

## Foncier

### Pôle de Développement Urbain

#### Acquisition foncière en vue de régulariser l'élargissement du chemin de Combe de Bouge

**Vu** l'article L.2241-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

**Vu** l'article L.1111-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;

Considérant l'emplacement réservé V12 au Plan Local d'Urbanisme de la ville d'Aubenas, dont l'objet est l'élargissement du chemin de Combe de Bouge,

Considérant que l'emprise du chemin de Combe de Bouge empiète sur la parcelle cadastrée section E, numéro 5677, d'une surface de 50 mètres carrés appartenant à M. et Mme KUNTZ Paul-Hervé et Florence,

Considérant que M. et Mme KUNTZ Paul-Hervé et Florence ont donné leur accord sur le principe de la cession à 1 € et que la Commune prendra à sa charge les frais relatifs à la rédaction de l'acte notarié,

Considérant que la valeur du terrain étant inférieure à 180.000 €, l'avis du Directeur départemental des finances publiques (Domaine) n'est pas requis,

Il est proposé d'acquérir la parcelle cadastrée section E, numéro 5677, d'une surface de 50 m<sup>2</sup> environ, au prix de 1 €.

#### Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **Approuve** cette acquisition aux conditions énoncées plus haut,
- **Autorise** Monsieur le Maire à signer tous actes nécessaires à cette cession.

Extrait certifié conforme,

Le Maire

Jean-Yves MEYER



Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.  
Informe que la présente peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de LYON dans un délai de deux mois à compter de la notification et/ou de l'affichage de la présente soit par courrier, soit par voie dématérialisée ([www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr))